

[Texte]

There's a reasonably solid response by the government to that report where it describes, in some respects, CSE's role as one of the intelligence agencies of the Government of Canada. It was our view, as parliamentarians, that foreign intelligence was an integral element in the field of national security, and we felt that CSE simply didn't have a home in Parliament.

We are hopeful that this subcommittee of the justice committee, based on a mandate that's set out in the records of the justice committee... Also I think we had crafted some ample jurisdictional bases for our interest in the field. I don't know whether that's on our committee record yet or not. If Mr. Elcock is interested in seeing that, I'd be happy to show it to him, but I'm hopeful that in the next Parliament and in the years to come CSE will be comfortable and not overburdened by the attempt of the justice committee and the subcommittee to provide a vehicle for CSE to make Parliament better aware of its work as far as we should have a need to know as a Parliament.

• 1605

Mr. Elcock: Mr. Chairman, as I've said, my role as a public servant is to be as helpful as I can and provide to the committee what I can. I am perfectly happy to do that.

As I indicated to Mr. Lee earlier, CSE does have a home in the Department of National Defence, but we are certainly prepared to be as helpful as we can to this committee or to any other committee that wishes to talk to us. In terms of what we can say, again I would like to be as helpful as I can, but I would reiterate that the operations of a foreign intelligence agency are, by definition, sensitive, and to the extent that they are revealed, its capacity to do its job disappears.

The Chairman: We appreciate that. Certainly our concern is for that balance between civil rights, civil liberties, and your being able to do your job. It is something that I know Parliament struggled with, with CSIS, and obviously this subcommittee is interested in that aspect of it as well. That was the reason for the review committee's recommendations, not only on CSE but also the Department of External Affairs and the transport department.

We would like to see some security and intelligence oversight established, if it is through this committee or through SIRC. That was the recommendation.

Seeing there are no further questions, again thank you for—

Mr. Lee: This is not a question and it doesn't involve Mr. Elcock.

If I may, this being likely the last meeting we'll have in this Parliament, I want to thank our staff. I want to pay special thanks and tribute to Blaine Thacker who, happily, is with us today, for his vital work in creating the committee and shepherding the thing along under the five-year review. I am sure all members feel that way.

Thank you also, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Lee. Certainly we agree with that.

[Traduction]

Il y a eu une réponse assez solide du gouvernement à la partie du rapport où nous décrivons le rôle du centre comme l'un des services de renseignements du gouvernement du Canada. En tant que parlementaires, nous avons jugé que le renseignement étranger faisait partie intégrante de la sécurité nationale. Et nous avons jugé que le centre n'avait tout simplement pas de point d'attache au Parlement.

Nous espérons que ce sous-comité du Comité de la justice, compte tenu du mandat exprimé dans les procès-verbaux du comité... Je pense également que nous avons bien établi que nous avons une certaine compétence dans ce domaine. Je ne sais pas si cela figure déjà dans le compte rendu du comité. Si M. Elcock veut prendre connaissance de cela, je serai heureux de le lui montrer. Cependant, j'espère que lors de la prochaine législature et dans les années à venir le centre acceptera que le Comité de la justice et le sous-comité lui permettent de mieux informer le Parlement de ses activités, dans la mesure où le Parlement a besoin d'être au courant de ses activités.

M. Elcock: Comme je l'ai déjà dit, monsieur le président, mon rôle en tant que fonctionnaire est de vous être aussi utile que possible. Je suis tout à fait prêt à faire cela.

Comme je l'ai déjà dit à M. Lee, le Centre de la sécurité des télécommunications a un point d'attache au ministère de la Défense nationale. Cependant, nous sommes certainement disposés à aider ce comité ou tout autre comité qui tient à nous parler. J'aimerais vous aider autant que possible, mais je répète que par définition les activités d'un organisme de collecte de renseignements étrangers sont délicates, et la capacité de cet organisme de faire son travail sera compromise si on divulgue ces activités.

Le président: Nous comprenons cela. Nous cherchons à atteindre un équilibre entre les droits et les libertés civiles et votre capacité de faire votre travail. Je sais que le Parlement s'est déjà débattu avec cette question dans le cas du SCRS, et il va sans dire que le sous-comité s'intéresse à cet aspect du problème également. C'est la raison pour laquelle le comité de surveillance a fait ces recommandations, non seulement en ce qui concerne le Centre de la sécurité des télécommunications, mais également en ce qui concerne le ministère des Affaires extérieures et le ministère des Transports.

Nous aimerions qu'une surveillance des activités de renseignement et de sécurité soit créée, soit par l'entremise de ce comité, soit par l'entremise du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité. C'est la recommandation qui a été faite.

Puisqu'il n'y a pas d'autres questions, je tiens à vous remercier... .

M. Lee: J'aimerais faire une intervention qui n'est pas une question et qui n'a rien à voir avec M. Elcock.

Puisqu'il s'agit de notre dernière réunion lors de cette législature, je tiens à remercier notre personnel. Je tiens à remercier tout particulièrement Blaine Thacker, qui, heureusement, est parmi nous aujourd'hui, et à lui rendre hommage. Il a joué un rôle essentiel dans la création du comité et dans la conduite de l'examen quinquennal. Je suis sûr que tous les membres du comité sont du même avis.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Lee. Nous sommes certainement d'accord avec cela.